PRÉSIDENCE
DE LA
RÉPUBLIQUE

Service de presse

TRANSCRIPTION DU DISCOURS DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
VŒUX AU CORPS DIPLOMATIQUE

Elysée – Jeudi 4 janvier 2018

Monsieur le Premier Ministre,
Mesdames, Messieurs les Ministres,
Mesdames, Messieurs les Parlementaires,
Monsieur Le Nonce,
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,
Mesdames, Messieurs,

Je vous remercie, Monseigneur Luigi VENTURA, pour les vœux que vous venez de me présenter, au nom du corps diplomatique.

Je vous prie de bien vouloir transmettre au Très Saint Père mes vœux de bonheur et de santé pour cette année nouvelle et lui dire combien son action courageuse est ici admirée, qu'il s'agisse de son voyage récent en Birmanie, de son action en faveur des migrants ou de son plaidoyer pour le climat et la planète.

Laissez-moi aussi, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, vous souhaiter, à mon tour, une belle et heureuse année pour vous-mêmes, vos familles et vos pays.

2017 a été l'année d'un profond changement en France et vous avez été ici les observateurs de ce choix du peuple français, de cette volonté de transformations de notre pays qui ont commencé à être mises en œuvre pour répondre à l'attente immense de notre peuple.

2018 sera une année de poursuite et d'amplification de l'action entreprise. Cela vaut sur le plan interne où nous continuerons à travailler pour renforcer notre pays, sa capacité d'innover, de créer des emplois, de libérer des énergies, de redonner à nos concitoyens la possibilité d'agir en levant les verrous qui depuis trop longtemps nous brident. En huit mois, beaucoup a déjà été fait, y compris des choses qui paraissaient impossibles et que certains commentateurs continuaient à penser irréalistes pour la France.

Aussi, le Premier ministre et son gouvernement vont-ils continuer à œuvrer dans cette direction, c'est-à-dire faire ce que beaucoup de chancelleries continuaient à penser impossible dans notre pays. Il a, hier, présenté pour les six mois à venir le programme du gouvernement qui lève nombre de ces tabous ou de ces échecs jusqu'alors vécus par notre pays.

Vous l'avez, les uns et les autres, constatée, cette volonté d'approfondir les réformes, de renforcer la cohésion nationale est évidemment au cœur du programme de notre pays. Elle marque une volonté d'un retour de la France pour elle-même, mais pour aussi pouvoir porter sa voix en Europe et dans le reste du monde.

Car, ces profonds changements sont aussi vrais sur le plan international, où la France jouera pleinement son rôle durant cette année qui s'ouvre, dans un monde dont les repères ont profondément changé et où nous devons remettre en cause constamment nos certitudes diplomatiques.

Face à ce monde tourmenté, j'ai voulu que la diplomatie française – que depuis mai dernier conduit à mes côtés Jean-Yves LE DRIAN, que je remercie ici pour son action – trouve dès 2017, dès les premiers jours, une force, une unité et une cohérence.

Comme je l'avais dit lors du discours aux ambassadeurs de France ici même, à la fin du mois d'août dernier, la ligne française se développe autour de quatre priorités : la sécurité, l'indépendance, la solidarité et l'influence. Ces quatre priorités continueront à être celles de notre diplomatie pour l'année 2018. Elles sont complémentaires, forment un tout, un cap, une cohérence, une vision d'ensemble que l'on retrouve dans toutes nos actions.

Cette ligne diplomatique, je l'ai affirmé à plusieurs reprises, se caractérise aussi par une méthode, vous l'avez à l'instant rappelée, Monseigneur. Vous le savez, car vous en êtes, les uns et les autres, les acteurs et les partenaires, cette méthode passe par le dialogue et par la fermeté dans nos engagements.

Le dialogue parce que c'est le propre même de la diplomatie, de parler, de négocier, d'innover, de chercher sans relâche des solutions politiques, sans complaisance et dans le respect mutuel, avec tous, pour faire avancer la paix et la stabilité. Je crois en cette méthode constamment réitérée. Elle consiste parfois à savoir partager des désaccords, mais en les circonscrivant. Elle permet, aussi longtemps que possible, d'éviter les conflits. A tout le moins, elle donne une feuille de route diplomatique à tous les conflits dans lesquels nous nous inscrivons.

Je sais combien la ministre des Armées, ici aussi présente, est attachée à cela. Partout où nous sommes engagés, sur les terrains militaires, nous cherchons à ce que cela soit fait dans la cohérence et le cadre d'une feuille de route diplomatique, car il n'est aucune solution militaire qui ne débouche spontanément si elle ne s'inscrit pas dans cette ligne de force.

Ce dialogue est associé à l'engagement, car un dialogue sans engagement serait vain et stérile. S'engager sur le court comme le long terme, c'est créer la confiance et obtenir des résultats. Avec nombre d'entre vous et avec vos dirigeants, j'ai pu à plusieurs reprises mener ce dialogue engagé qui consiste, dans la clarté des objectifs qu'on s'assigne, à pouvoir, là aussi, parfois réduire les malentendus, lever quelques intraduisibles et chercher à obtenir des résultats pour construire ce chemin dans lequel nous tressons à la fois nos intérêts et la défense de nos valeurs.

Je continuerai ce travail durant l'année 2018 avec l'ensemble du gouvernement, le remarquable réseau diplomatique et consulaire à travers le monde dont la France est dotée et évidemment avec l'ensemble de nos partenaires européens qui contribuent pleinement à ces efforts.

En cette année qui s'ouvre, plusieurs défis se présentent à nous. Le premier, fondamental pour nos nations et nos populations, c'est celui de la sécurité. La lutte contre le terrorisme islamiste a connu d'indéniables succès, mais elle est loin d'être achevée. Nous avons connu au Levant de premiers succès militaires contre Daech, qui ont conduit en décembre dernier le Premier ministre d'Irak à annoncer la victoire et qui, je l'espère, d'ici à quelques semaines, nous permettront de gagner militairement en Syrie contre Daech. C'est une première étape, elle nous a ainsi permis de libérer Mossoul, puis Raqqa et conduira donc dans la région à de victoires prochaines.

Pour autant, elle n'achève pas l'ensemble du problème et nous continuerons à être impliqués sur l'ensemble de ces théâtres. C'est là-dessus que je veux, en quelques instants, revenir.

D'abord, parce que même si nous gagnons contre Daech et si, je l'espère, dans les prochaines semaines, nous parachèverons cette victoire, il nous faudra gagner la paix au Levant pour éviter toute résurgence de forme comparable.

L'Histoire récente nous a appris que nous pensions parfois, en gagnant contre telle ou telle puissance, que nous allions régler tous les problèmes. La guerre conduite en Irak, puis en Afghanistan, les erreurs commises par le passé ont conduit à renforcer Al-Qaïda, puis Daech et leurs affiliés. Il nous faut donc aujourd'hui, en Irak comme en Syrie, l'emporter et gagner la paix.

Ce qui supposera une action diplomatique intense, d'abord en Irak, pour permettre d'organiser, au mois de mai prochain, des élections libres. Pour permettre d'ici là au Premier ministre ABADI de construire un Etat stable, d'apaiser la situation dans son pays, en particulier avec la partie kurde, nous avons à cet égard, en fin d'année dernière, œuvré pour ce faire.

Il est indispensable que, dans les prochains mois, il puisse y avoir une normalisation progressive de la situation en Irak, qu'il puisse y avoir une démilitarisation des milices non reconnues par l'armée officielle et le gouvernement d'Irak et qu'il puisse y avoir une stabilité

assurée par le gouvernement d'Irak, lequel doit être aidé dans cette entreprise par l'ensemble des puissances internationales. Ce sera notre rôle, à la fois pour accélérer les opérations de déminage, de stabilisation et tout ce qui permettra d'aller vers des élections libres et qui, dans le respect même de la Constitution d'Irak, permet une solution politique inclusive et la stabilité durable dans ce pays. Nous serons vigilants à cet égard à ce qu'il n'y ait aucune déstabilisation en Irak liée à des puissances extérieures.

Il nous faudra aussi gagner la paix en Syrie et, sur ce sujet, nous aurons quelques-uns un travail intense. Vous le savez, je ne fais pas partie de ceux qui pensent qu'on peut gagner la paix en Syrie en considérant qu'il n'y a aujourd'hui pas de gouvernants ou en considérant qu'aucun dialogue avec les actuels gouvernants ne serait toléré. En Syrie, nous avons un ennemi, Daech ; nous sommes en passe de le vaincre. Le peuple syrien a un ennemi, il s'appelle Bachar EL-ASSAD, mais il est toujours là.

Il nous faudra donc trouver la solution politique dans les semaines et les mois qui viennent pour organiser une stabilité territoriale inclusive où l'ensemble des sensibilités pourra être entendu et s'exprimer dans le cadre d'élections à venir. Et donc, oui, dans ce cadre, il faudra parler aux représentants de Bachar EL-ASSAD. Mais oui, dans ce cadre, il faudra que toutes les sensibilités syriennes soient entendues et reconnues et que tous les opposants syriens qui, parfois, ont fui leur pays et sont dans la région – au Liban, en Jordanie, en Turquie –, à travers l'Europe ou parfois au Canada, aux États-Unis, puissent être pleinement reconnus, que leur sensibilité soit reconnue et qu'ils puissent s'exprimer dans le cadre d'élections ainsi organisées.

Disant cela, je considère que nous devons sortir de postures morales qui parfois nous impuissantent mais que nous devons aussi sortir de concessions faites à certaines puissances qui pensent qu'à quelques-uns, reconnaissant une partie d'une opposition désignée depuis l'extérieur, ils pourraient régler de manière stable et durable la situation en Syrie. La responsabilité des Nations unies, des puissances de la région, de l'Europe et des États-Unis dans ce contexte est grande et je compte pleinement m'y engager pour, dans cette ligne de crête que je viens de dessiner, réussir à construire la paix en Syrie

Ces deux théâtres d'opération aujourd'hui, qui seront des théâtres demain de travail politique, diplomatique intense, sont décisifs pour la paix de la région et pour notre sécurité collective. Ayant dit cela, je n'oublie pas que la lutte contre le terrorisme islamiste se poursuit au Sahel et au Sahara. C'est dans cette lutte que la France est engagée depuis 2013 et aujourd'hui pleinement engagée à travers l'opération Barkhane que nous avons, avec la ministre, visitée encore en fin d'année dernière. La France restera engagée dans ce combat parce qu'il est indispensable mais il suppose là aussi un travail intense politique et militaire pour réussir à obtenir dans les semaines et les mois qui viennent des victoires dont nous avons besoin face au terrorisme qui agit dans la région.

Il nous faudra pour cela, avec rigueur et célérité, appliquer les Accords d'Alger et je me félicite à ce titre des décisions annoncées en fin d'année dernière par le président KEÏTA au

Mali. Il nous faudra aussi accélérer la mise en place des forces G5 Sahel qui sont l'indispensable relais des forces Barkhane et de la MINUSMA et qui permettent aux États africains présents dans la région de prendre pleinement leurs responsabilités en étant accompagnés, consolidés, mais d'agir sur le terrain pour lutter contre tous les groupes terroristes qui les déstabilisent. Cette lutte contre le terrorisme islamiste est tout à la fois une lutte armée, un combat politique et une lutte contre des réseaux qui opèrent aussi du trafic de drogue, d'armes et d'êtres humains, l'un et l'autre se nourrissant mutuellement.

Nous serons ainsi pleinement engagés dans cette action et j'appelle tous vos pays à apporter leur soutien à cette force G5 Sahel. Nous avons tenu à La Celle-Saint-Cloud, en fin d'année dernière, une réunion importante qui a permis de réunir les contributeurs historiques mais également les États-Unis d'Amérique, les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite. Je souhaite que tous vos pays puissent apporter leur soutien et je salue l'effort des Africains pour constituer des forces militaires régionales capables d'assurer la sécurité de leur continent. Dans ce cadre-là, la ministre tiendra le 15 janvier prochain une réunion importante et je souhaite que les semaines à venir nous permettent de pleinement déployer les premières opérations.

Mais Daech, comme Al-Qaïda, comme AQMI ou Boko Haram, ce sont aussi des entreprises de propagande à l'échelle mondiale via les réseaux et la lutte contre la propagation des idées terroristes sur Internet, en liaison avec les plateformes du secteur, est devenue est un aspect essentiel de notre combat. À ce titre, ce que nous avons lancé avec nos partenaires britanniques le 13 juillet dernier ici même à Paris trouvait à se décliner dans des actions au niveau européen et à l'ONU et doit être intensifié dans les mois qui viennent. Il n'est plus acceptable que des opérateurs Internet et plusieurs plateformes continuent à diffuser ou à retirer trop tardivement des contenus qui ne sont ni informatifs ni plaisants, qui sont des contenus clairement identifiés comme étant des contenus de propagande terroriste ou conduisant au terrorisme.

Nous allons donc intensifier ce travail. Il est pour partie volontaire, il sera mené dans les enceintes onusiennes mais aussi au G7 et pour ma part, je pense qu'il nous faudra immanquablement légiférer dans le cadre européen à coup sûr. Je souhaite que nous puissions décliner ces législations au-delà, il en va de nos responsabilités. Et pour ma part, en tant que chef d'État, je ne saurais expliquer au peuple français que nous n'avons pas tout fait pour le protéger et qu'au nom de principes détournés par les mêmes acteurs, nous avons laissé pendant des heures, parfois des jours, des contenus de propagande, des images odieuses se diffuser sur les réseaux et atteindre les êtres les plus fragiles au sein même de nos sociétés.

De même, nous devons nous attaquer résolument à la question du financement. Je l'évoquais à l'instant, les mouvements terroristes se financent. Ils se sont, dans la zone irako-syrienne, longtemps financés par les ressources naturelles, nous allons les priver de cet accès par les victoires militaires prochaines. Ils auront donc à se financer par d'autres moyens et ils ont commencé pour ce faire à s'organiser, c'est-à-dire par des trafics : trafic de drogue, trafic d'êtres humains et trafic d'armes. C'est le cœur d'un commerce multiséculaire qui s'est ainsi

réinventé dans la bande sahélo-saharienne. Nous devons être intraitables sur ce sujet. C'est le cœur des opérations que nous avons d'ailleurs lancées ici même le 28 août dernier, renouvelées ensuite lors du sommet Union européenne-Union africaine à Abidjan et réaffirmées encore en fin d'année dernière.

Notre coopération s'est accrue pour démanteler l'ensemble de ces réseaux mais il nous faut couper toutes les voies de financement, ce qui suppose d'avoir un travail extrêmement structuré que nous avons lancé avec l'ensemble de nos partenaires et de toutes celles et ceux qui sont prêts à s'engager dans ce combat qui consiste aussi à surveiller les plateformes de financer, à avoir des partenariats avec les acteurs bancaires ou financiers qui permettent ces transits.

C'est pourquoi nous ne reculerons devant aucun effort pour faire disparaître toutes les possibilités de financement des organisations extrémistes. À cette fin, une conférence se tiendra à ce sujet à Paris en avril 2018. C'est un moment important de la mobilisation des prochains mois sur laquelle je ne cesserai moi-même de m'investir et qui mobilise plusieurs ministres du gouvernement pour laquelle j'appelle la coopération forte de tous vos pays. Il est nécessaire que nous puissions coopérer davantage et trouver toutes les voies et moyens pour fermer les voies justement de ces financements.

J'ai commencé ces dernières semaines, lors de mes déplacements aux Émirats arabes unis, en Arabie saoudite, au Qatar, à évoquer ces sujets de manière très précise, ainsi que les voies et moyens d'y parvenir. C'est évidemment une discussion que nous menons avec tous nos partenaires européens et le ministre, dans ses derniers déplacements, a aussi préparé cette échéance à venir en avril prochain.

Combattre le terrorisme, c'est aussi refuser toute naïveté face à la volonté d'emprise de l'extrémisme, de l'obscurantisme sur les esprits. Nous connaissons bien ce défi en France car il concerne d'abord notre école, notre Éducation nationale que nous avons entrepris de réformer pour y créer une vraie égalité des chances. C'est la raison pour laquelle aussi la priorité que nous voulons donner dans ces mêmes régions va vers les politiques de développement et de coopération.

Si nous voulons nous attaquer à la racine du mal, il est indispensable de favoriser l'éducation, le développement économique dans toutes ces régions. C'est d'ailleurs pourquoi, dans la même région du Sahel, nous avons, dès le mois de juillet dernier, lancé, en même temps que nous installions les forces du G5 Sahel, l'Alliance pour le Sahel qui permet de structurer l'aide au développement avec plusieurs pays partenaires dont l'Allemagne, l'Union européenne, la Banque mondiale et nombre d'autres partenaires. Et j'invite d'ailleurs tous les pays qui souhaitent s'inscrire dans le cadre de cet effort conjoint de l'Alliance pour le Sahel à le rejoindre, qui permet de mutualiser nos efforts et, directement, de travailler avec les acteurs locaux les mieux organisés sur le terrain.

C’est aussi pour cette raison que je souhaite donner une priorité toute particulière à l’éducation et en particulier l’éducation des jeunes filles dans la politique de coopération que la France mènera au cours des prochaines années. Si nous voulons gagner ce combat contre l’obscurantisme, nous ne devons laisser à aucun porteur d’obscurantisme la responsabilité d’éduquer et parfois, nous l’avons fait. Et donc nous devons, par notre aide publique au développement, par notre engagement, mener des actions concrètes sur le terrain pour renforcer nos efforts en matière éducative, c’est une priorité absolue. Et à chaque fois que la démocratie recule, à chaque fois que l’obscurantisme gagne, à chaque fois que des populations basculent, c’est parce que l’éducation a reculé et en particulier l’éducation des jeunes filles. Et c’est aussi d’ailleurs ces reculs qui nourrissent d’autres difficultés que connaissent ces mêmes pays.

C’est avec cette volonté que, dans les prochaines semaines, j’aurai l’honneur de coprésider le 2 février prochain, avec le président Macky SALL à Dakar, en présence de nombreux pays que j’invite à nous rejoindre, la reconstitution du Partenariat mondial pour l’éducation. Le faire au Sénégal avec le président SALL est un moment et sera un moment important de cette mobilisation. Je souhaite que nous puissions collectivement et pleinement nous engager dans ce combat, il est décisif pour le continent africain et, par voie de conséquence, pour nous-mêmes car ne nous trompons pas, se jouent là l’avenir du continent le plus jeune du monde et notre avenir parce que nous sommes indissociablement liés.

L’autre grand sujet que nous aurons collectivement à traiter et qui est intimement lié aux situations d’insécurité, aux guerres, aux guerres civiles, c’est bien entendu celui des migrations. Elles présentent un véritable défi pour la stabilité de nombreux pays, qu’il s’agisse des pays de transit ou des pays de destination. Et notre défi, c’est précisément de transformer ces routes de la misère en routes de la liberté. Je ne pense pas qu’une année suffira, je reste sur ce sujet lucide, mais aucune faiblesse, aucun accommodement ne sera ici toléré parce qu’il en va de notre responsabilité morale, humanitaire. Ce qui se joue aujourd’hui sur le continent africain et travers la Méditerranée, c’est un de nos principaux défis sur le plan éthique et politique, c’est notre capacité à redonner un avenir à tout un continent et, avec lui, sa jeunesse et sa population et à faire que le Sahara ne soit plus un cimetière d’espoirs déçus. Et quand ce n’est pas le Sahara, c’est la Méditerranée.

Aussi 2018 verra, nous l’espérons, l’adoption par les Nations unies du Pacte mondial pour les migrations, ce qui sera une échéance importante, mais le plein déploiement aussi de l’action que nous avons mise en place dès le 28 août dernier ici, à Paris, qui avait été commencée à La Valette et que nous avons continué à décliner à Abidjan. Là-dessus, notre détermination et notre action seront claires. Une politique de développement, de coopération et de partenariat avec tous les pays d’origine pour les aider précisément à garder leur jeunesse, leur population, ce qui passe par une vraie politique éducative que j’évoquais, mais aussi une politique de coopération et de développement, une politique économique visant à développer nos entreprises et leurs entreprises, une politique culturelle permettant de construire un imaginaire positif dans chacun de ces pays qui est indispensable pour garder sa jeunesse et lui donner un destin.

Ensuite, une politique de partenariat avec l'ensemble des pays de transit, c'est ce que nous avons développé le 28 août dernier, et tout particulièrement avec le Niger et le Tchad, un partenariat étroit a été établi qui nous a permis efficacement de renforcer les contrôles, d'apporter nos moyens et d'aider au retour vers les pays d'origine, les femmes et les hommes africains qui n'avaient aucune chance d'aboutir à un statut de réfugié et de leur éviter d'aller vers des camps et l'insécurité en Libye ; et pour toutes celles et ceux qui ont droit à une protection relevant du droit d'asile, de la leur donner par des missions extérieures que nous avons organisées dès la fin de l'année dernière et qui ont leurs premiers résultats au Niger, au Tchad et en Libye.

Nous continuerons aussi le travail partenarial décidé à Abidjan avec l'Union africaine, permettant le retour vers les pays d'origine, grâce à la contribution financière de l'Union européenne, à l'action déterminée de l'Office international des migrations, et à la responsabilité prise et déterminante par l'Union africaine que je veux ici saluer, et qui a décidé d'organiser justement l'ensemble de ces sujets.

Pour ce qui est des pays d'accueil et donc de l'Europe, il nous faudra aussi continuer à agir et en la matière, à avancer sur le calendrier européen. L'Europe n'aura une réponse digne de ce nom, rapide et pleinement intégrée que lorsque nous aurons fait aboutir – c'est pour moi l'un des objectifs du semestre à venir – les sept textes en cours de discussion qui permettront d'avoir une protection commune aux frontières, d'harmoniser nos droits d'asile, d'avoir une gestion commune, d'améliorer les dysfonctionnements aujourd'hui pleinement perçus et identifiés du système dit « de Dublin », et donc d'aller plus loin dans l'octroi d'un asile ainsi uniformisé et d'être beaucoup mieux organisés avec les pays de transit et les pays d'origine.

La France elle-même continuera de s'organiser pour avoir une approche humaine et efficace, avec un texte important qui sera porté par le gouvernement dans les semaines et les mois qui viennent sur l'asile et l'immigration, qui permettra d'harmoniser la situation entre la France et l'Allemagne, et qui nous permettra d'une part de réduire très fortement les délais d'instruction de tous les dossiers, de beaucoup mieux accueillir – parce que c'est notre devoir – toutes celles et ceux réfugiés qui arrivent sur le territoire, et d'être beaucoup plus efficaces dans l'intégration de celles et ceux réfugiés qui arrivent et auxquels on octroie l'asile, et d'être beaucoup plus efficaces dans la reconduite vers leur frontière de celles et ceux qui n'ont aucune perspective d'accueil et d'intégration dans la communauté nationale.

Il nous faudra aussi, dans ce contexte, pleinement stabiliser la situation de la Libye. Et il est évident que si nous voulons régler ce sujet des grandes migrations, la capacité collective à stabiliser l'État libyen sera déterminante. Je veux ici saluer le travail que poursuit depuis ces derniers mois le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies, Ghassan SALAME, qui a beaucoup œuvré pour, justement, définir une feuille de route commune, que nous soutenons pleinement, comme je l'ai rappelé en marge de l'assemblée générale des Nations Unies en septembre dernier, à laquelle la France a modestement contribué, en particulier à travers la rencontre de La Celle Saint-Cloud en juillet dernier, qui a permis pour la première fois de réunir autour d'un texte commun messieurs SARRAJ et HAFTAR.

Il est aujourd'hui indispensable, alors que le terme est venu des accords de Skhirat, depuis le 17 décembre dernier, d'avoir un accord de toutes les parties autour de cette feuille de route qui permettra d'assurer la pleine stabilité de l'Etat libyen, et par voie de conséquence, de restaurer tout ce qui va avec un état stable, c'est-à-dire la capacité à protéger ses frontières, à assurer l'ordre public et à mettre un terme à toutes les pratiques inacceptables qui ont été aujourd'hui identifiées sur le territoire libyen.

Mais là-dessus, nous devons rendre justice au peuple libyen ! Nous avons pu penser par le passé que l'intervention de puissances extérieures mettant fin au régime d'un dictateur suffisait à régler le sort d'un pays. Elle a suffi à régler le sort du dictateur, mais elle n'a pas stabilisé le pays. Et le peuple libyen souffre aussi des décisions que nous avons prises à ce moment-là pour lui. Nous avons donc une responsabilité qui est aujourd'hui de construire la stabilité de la Libye qui, seule, permettra de régler durablement le sujet des migrations que j'évoquais.

Le troisième défi pour la sécurité collective que nous avons eu à affronter l'année dernière, et qui n'est pas près, malheureusement, de nous quitter, c'est celui de la prolifération des armes de destruction massive. La France a clairement marqué son attachement au Traité de non-prolifération, et ses réserves vis-à-vis de toute initiative internationale qui pourrait l'affaiblir. Elle continuera, dans ce cadre, à agir pour qu'aucune escalade ne soit possible.

Nous poursuivrons ainsi avec vigueur la recherche d'une solution politique mettant un terme aux provocations de la Corée du Nord et ouvrant la voie à la dénucléarisation de la péninsule coréenne. J'aurai l'occasion, dans quelques jours, de m'entretenir avec le président chinois de ce sujet, car je pense que la Chine a un rôle tout particulier pour aider à pacifier cette situation, et je sais combien le président chinois manifestait sa pleine conscience de cette problématique qui n'est plus simplement régionale aujourd'hui, mais qui est bien mondiale. Il est indispensable aujourd'hui, par des pressions graduées, que nous parvenions à recréer tous les canaux de discussion avec la Corée du Nord et le retour à une normalisation et à un encadrement du processus ainsi défini.

Mais la Corée du Nord nous éclaire sur ce sujet de la prolifération nucléaire, et nous montre que l'absence de dialogue et de cadre international ne règle en rien le problème. C'est aussi à la lumière de cet enseignement que la France s'est positionnée sur le sujet iranien. Puisque parlant de cette insécurité collective, je me dois ici de dire quelques mots de l'Iran.

J'aurai au fond sur l'Iran cinq remarques à faire. La première, c'est que nous avons, le 14 juillet 2015, conclu un accord JCPOA qui permet d'encadrer l'activité nucléaire iranienne jusqu'en 2025. La France a d'ailleurs contribué à renforcer cet accord par son action diplomatique, à un moment où d'autres poussaient pour le conclure plus rapidement et à moindres frais !

Cet accord nous engage tous. Nous l'avons signé, pour les puissances qui étaient autour de la table. Et on ne peut pas être les garants de l'ordre international et du multilatéralisme, on ne

peut pas être des fondateurs et des membres du Conseil de sécurité des Nations unies, et oublier que les accords signés doivent être respectés. Quelle est notre crédibilité ensuite pour expliquer à telle ou telle puissance qui oublierait ses devoirs, qu'elle doit s'y soumettre ?

Mais c'est surtout parce que cet accord, nous n'avons, si je puis dire, pas d'autre solution ! Et que le déchirer, ce serait ramener l'Iran à une situation de type nord-coréenne. Il nous a permis d'avoir des contrôles réguliers ; l'AIEA y exerce avec scrupule un contrôle qui s'est renforcé à notre demande, en particulier dans les sites universitaires. Je souhaite que nous puissions poursuivre ce chemin.

Epuise-t-il tous les sujets ? Non. C'est pourquoi je souhaite qu'il soit complété par plusieurs autres aspects. C'est ma deuxième remarque : l'activité balistique iranienne. Depuis 2015, cette activité balistique s'est intensifiée, elle n'est pas couverte par le JCPOA ; si nous voulons faire œuvre utile pour la sécurité collective de la région, il est indispensable d'engager un dialogue, comme celui que nous avons eu sur le nucléaire, avec l'Iran pour encadrer l'activité balistique iranienne, la limiter au strict nécessaire et s'assurer qu'il n'y a aucune activité balistique de type agressif et avec des missiles de moyenne et longue portée ! Qui bien évidemment, inquiète toutes les puissances voisines et ne serait pas conforme aux engagements.

Il faut vraisemblablement aussi compléter le JCPOA - et c'est ma troisième remarque, par un accord cadre sur la présence régionale de l'Iran qui aujourd'hui, par ses actions en Irak, en Syrie, au Liban, au Yémen, déstabilise la région - ou en tout cas contribue à maintenir des éléments de tension forts. Il faut avoir un débat sur ce sujet extrêmement clair et transparent pour, à chaque fois, encadrer les hégémonies extérieures qui pèsent sur certains pays. Il est indispensable de le faire et sans doute pas uniquement avec l'Iran, pour plusieurs d'entre eux.

Nous avons à cet égard, je pense, fait œuvre utile ces derniers mois en permettant d'isoler le Liban du reste de la conflictualité de la région, et je pense que c'est cette méthode qu'il faut pouvoir décliner pays par pays ! Et il nous faudra, avec l'Irak, avec la Syrie, nous assurer que les feuilles de route politiques que nous sommes en train de construire permettent d'éviter les influences extérieures qui sont le gage de l'échec de toute stabilisation. Il est donc indispensable aussi, sur ce point, de poursuivre le travail.

La quatrième remarque porte sur la situation contemporaine, en ce qui concerne l'Iran. Je me suis entretenu il y a deux jours avec le président ROHANI, je lui ai fait part évidemment de nos inquiétudes et du souci constant que la France a à l'égard du respect des Droits de l'homme et des libertés fondamentales, liberté de conscience comme de manifester.

Je n'ai pas ici à commenter, au-delà des propos que j'ai déjà tenus, ce qui se passe au sein d'un pays tiers, mais nous continuerons à veiller à ce que ces droits soient pleinement respectés. Il y a aujourd'hui une crise qui se joue en Iran. Cette crise est l'expression libre du peuple iranien. Et elle montre, si besoin était, que nous avions raison de penser que le changement ne viendrait pas de l'extérieur pour ce qui concerne l'Iran. Il ne viendra que du

peuple iranien lui-même. Et notre rôle en la matière est d'être ces vigies exigeantes, scrupuleuses qui doivent, de là où elles sont, s'assurer à ce qu'aucun de ces droits ne soient bafoués. Et nous serons, à ce titre, vigilants et intransigeants.

Mais ma dernière remarque va pour dire que, sur aucun des pays de la région comme aucun des autres pays du globe, je pense qu'une situation durable, stable ne peut être pensée depuis un bureau à Paris, Bruxelles ou Washington. Elle se joue dans le pays, au cœur de sa société civile. Notre travail est, par les voies diplomatiques, d'en construire les conditions, de faire émerger ces voix libres ! Et donc par le travail culturel, linguistique, par l'émergence de ces sociétés civiles et le dialogue constant que nous devons nouer avec elles, de permettre que cela advienne.

Regardez l'histoire contemporaine ! A chaque fois que nous avons voulu l'accélérer ou nous substituer à des peuples, nous avons-nous-mêmes produit des crises plus graves encore. Ah, nous avons eu des victoires politiques dans nos pays ! Nous nous sommes fait plaisir ! Nous avons satisfait les jusqu'au-boutistes de nos camps ! Nous avons pensé parfois même défendre notre sécurité collective. Enfin, regardons les choses avec lucidité ! Jamais nous n'avons réussi à construire la paix dans un pays tiers, en substitution d'un peuple contre un peuple ! C'est donc avec cette exigence et cette humilité qu'il nous faut travailler sur le sujet.

C'est pourquoi je crois profondément qu'il nous faut des différents piliers de la relation que j'évoquais, nucléaire, balistique, stratégique et régionale avec l'Iran, mais qu'il nous faut poursuivre le dialogue culturel, linguistique, académique et économique avec la société iranienne. Le faire dans un cadre, conjoint évidemment au niveau européen, et je le souhaite très fortement, avec nos partenaires américains, mais je pense que cette ouverture que nous offrons ainsi à la société civile et économique iranienne est indispensable collectivement.

Telle est la ligne que j'ai voulu donner à notre diplomatie, construire la paix en luttant contre les sources d'insécurité et d'instabilité.

Pour cela, la France doit être une puissance européenne forte et indépendante. Et c'est pour moi le deuxième grand axe de cette année 2018, en continuité avec ce que je vous ai déjà dit en 2017 et je serai sur ce point beaucoup plus rapide. L'existence d'une Europe forte et souveraine est une des meilleures garanties à cet égard, une des conditions pour relever les défis du XXIème siècle.

Renouveler le rêve européen, refonder l'Union européenne pour avoir ce triptyque d'une Europe souveraine, unie et démocratique, c'est l'ambition que je nous ai donnée il y a quelques mois, lors du discours de la Sorbonne, et je ne reviendrai pas ici sur les propositions alors détaillées et longuement décrites. Mais je veux que vous puissiez pleinement ici mesurer, et retranscrire dans vos pays, cette double volonté qu'a la France : nous sommes de retour parce que nous faisons les réformes chez nous, parce que l'action qui est conduite met fin à des hésitations, parfois à des échecs. Mais cela nous donne aussi un devoir, c'est dans le même temps de refaire des propositions pour l'Europe et de mettre un terme à cette parenthèse

de douze ans où la France a dit « non », puis n'a plus osé vraiment dire. A dit « non », sans vraiment tenir toutes les conséquences de ce « non » ! Par d'ailleurs, une forme de tâtonnement démocratique. Nous faisons les réformes telles que nous les avons dites au peuple français, et telles qu'il les a voulues. Et nous pouvons, se faisant, proposer des réformes européennes à l'ensemble de nos partenaires.

L'année 2017 a déjà permis plusieurs avancées, et en particulier celles pour une Europe qui protège, socle sur lequel nous pouvons rebâtir la confiance indispensable au projet européen. Et j'ai voulu dès le mois de mai dernier, inscrire les prémices de cette ambition sur cette Europe qui protège. Pourquoi ? Parce qu'il ne faut plus expliquer à nos peuples que l'Europe est un processus qui se fait malgré eux et dont la fatalité serait toujours la fragilisation de leurs droits ! Ceux parfois même qui avaient pensé que c'était possible et souhaitable se sont réveillés avec des peuples qui leur ont dit qu'ils ne voulaient plus de cette Europe. C'est au fond, l'un des messages fondamentaux du Brexit ! Je le regrette mais je le respecte, et c'est un peu celui-là.

Il nous faut donc avoir une Europe qui protège davantage, revenant aux fondamentaux de ce qu'est la souveraineté. C'est pour cela que j'ai mis en avant, dès mon arrivée, la nécessité d'une Europe de la Défense qui avance à grands pas, pleinement complémentaire de notre engagement dans l'OTAN, et a permis en juin des décisions concrètes et une réalisation concrète au mois de décembre dernier par la mise en place de cette coopération structurelle permanente et des initiatives qui seront prises dans le semestre à venir sur le Fonds européen d'investissement dans la défense, qui nous permettra là aussi de faire aboutir des projets concrets sur lesquels nous avons avancé ; dix-sept ont déjà été mis sur le métier, et la France continuera à en proposer d'autres avec ses partenaires.

C'est ce même esprit d'une Europe qui protège qui nous a conduit à faire avancer les discussions sur les politiques migratoires et de l'asile, mais le semestre qui vient sera décisif en la matière.

C'est aussi ce qui nous a permis un début de refonte de la politique commerciale, avec des mécanismes permettant une juste réciprocité. Et là aussi, c'est la fin de la naïveté européenne ! Il n'y a aucune puissance au monde, aucune, qui n'avait la même approche que l'Europe sur le plan commercial. Nous, nous pensions que ce qui était bon, c'était ce qui était ouvert, ouvert aux autres. Quand bien même ceux à qui nous ouvrions les portes n'étaient, quant à eux, qu'à moitié ou au tiers, dans la même situation. Voulant conclure, nous ne regardions jamais la réciprocité.

Je veux une Europe ambitieuse sur le plan commercial, mais qui regardent aussi pour ses travailleurs, ses entreprises, son juste intérêt, et attachée à la réciprocité. Donc je souhaite que nous puissions, sur ce point, continuer un travail important, mais avoir les instruments de défense lorsque du dumping est pratiqué par certains Etats, pour voir et l'appliquer, comme le font d'ailleurs nos amis américains, nos amis indiens, nos amis chinois ! Et pouvoir également avoir un dialogue équilibré quant nous avons des discussions commerciales qui ne sauraient

se conclure en sacrifiant tel ou tel secteur de l'économie ! Et nous continuons à être vigilants, vous n'avez pas face à vous quelqu'un qui est protectionniste, mais vous avez face à vous simplement quelqu'un qui est réaliste. Et donc non au protectionnisme, mais oui à la juste protection et à la réciprocité.

C'est cette même Europe qui protège qui nous a conduit à réformer le travail détaché et avoir une vraie refonte de la directive, ambitieuse, attendue sur le territoire, avec une mise en œuvre qui est un travail de chaque jour ! Mais là où il y a six mois, onze Etats mettaient un « carton jaune » à une Commission qui voulait un début de réforme moins ambitieuse que ce que nous avons obtenu, je constate qu'avec la volonté chevillée au corps, nous avons réussi à avoir une vraie transformation qui ne remet pas en cause la libre circulation des travailleurs dans l'Union européenne, mais revient sur des ambiguïtés, des malentendus, des contournements de nos propres règles communes qui avaient fait dysfonctionner notre Europe.

Et donc, c'est une Europe qui protège pour l'intérêt collectif. Nous avons déjà conclu nombre d'accords renforçant les partenariats de contrôle, et je serai vigilant pour que dans les mois qui viennent, nous renforcions le travail en la matière. La réussite de la négociation sur le travail détaché, l'autorité bancaire à Paris, la mobilisation européenne pour le climat, tout cela montre qu'on peut avancer et réussir, et que la France n'a plus l'Europe honteuse.

Sur ce socle nous devons continuer à élargir, nous pourrons rebâtir la refondation européenne. Cette feuille de route se déclinera, nous avons au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement, déjà mis en place un programme intense pour l'année qui s'ouvre, avec chaque mois des rencontres, et à l'agenda de ces rencontres, des sujets qui nous permettront là aussi d'avancer. Il y aura des progrès qui sont parfois moins visibles mais qui sont importants, et ce que je veux ici souligner, la Force Européenne de Protection Civile, que la Commission a proposée fin novembre et que je suggérais dans le discours de la Sorbonne, indispensable pour nombre d'Etats de l'Union européenne – et je pense tout particulièrement en ce moment à ce que nous sommes en train de vivre en Corse à qui j'adresse la solidarité de toute la nation – et qui montre l'importance d'avoir constamment à notre disposition des forces de protection civile et un équipement mutualisé. L'Agence Européenne de l'Innovation ou l'Académie Européenne du Renseignement, autant de projets qui avanceront dans les prochains mois.

Mais surtout, nous devons, dans les prochains mois, construire cette vision à dix ans qui doit nous permettre, sur les grands sujets, notre souveraineté économique et commerciale, la zone euro et son intégration, une capacité justement d'investissement et à nous projeter en termes de Recherche & Développement économique, les migrations, la défense, la culture ; sur tous ces grands sujets sur lesquels nous avons commencé à avoir des déclarations communes, il est indispensable que nous puissions fonder des actions de court terme, mais avoir une vision à hauteur de la décennie. L'Europe doit retrouver cette force de projection qui donne de la visibilité aux gouvernements, à ses peuples et à ceux qui nous regardent !

Ce travail suppose de changer de méthode. J'ai commencé à m'y employer et je continuerai. Ce changement de méthode s'est d'abord illustré par le fait que, en un semestre, j'ai visité près

de dix pays européens, eu des entretiens bilatéraux avec 24 de mes homologues, souvent plusieurs fois, et que j'ai voulu, là aussi, revenir sur des clivages dans lesquels nous étions installés mais qui construisaient notre inefficacité collective ! Il n'y a pas soi-disant des Etats de l'Est de l'Europe qui ont des intérêts irréconciliables avec l'Ouest ! Ce n'est pas vrai. Et nous avons montré, sur le travail détaché, que nous pouvions nous réconcilier fortement. Il n'y aurait pas les Etats de la zone euro qui seraient irréconciliables avec les Etats hors de la zone euro. C'est tout aussi faux. Et donc il faut parler constamment, là aussi, à tout le monde, et construire des solutions pratiques et ambitieuses. Il y a une union de 28 pays singuliers. Chacun doit être associé ; dans chaque Etat, la France doit être présente, influente, ambitieuse.

Le deuxième changement de méthode, il est que j'assume pleinement l'idée d'une avant-garde ouverte. Il n'est pas vrai que l'Europe continua à progresser à 27 de manière homogène. Ce n'est pas vrai ! Parce que l'Europe, elle ne s'est pas construite comme ça, et d'ailleurs parce qu'elle n'est déjà plus comme ça. Il y a l'Europe de Schengen, il y a l'Europe de la zone euro… Je suis attaché à l'unité des 27 ! Mais je suis tout autant attaché à l'ambition d'une avant-garde ouverte. Osons à quelques-uns ! Faisons ces coalitions de bonne volonté qui sont prêtes à aller plus loin ! Sur la culture, sur l'éducation, sur une plus grande intégration de la zone euro et de l'investissement ! Et définissons par des projets, et pas par des instruments sur lesquels nous débattons sans fin et de manière parfois factice ! Qui n'a pas de projet et n'a pas envie ne suit pas ! Et a la liberté de rester dans cette Europe à 27 ! Mais nous ne pouvons plus avoir les moins-disants qui bloquent constamment les plus ambitieux. Il n'y a aucune collectivité qui fonctionne de la sorte. Et donc j'assume pleinement cette méthode et je souhaite que nous puissions continuer à le faire.

Le troisième changement de méthode, c'est qu'il est indispensable qu'avec les partenaires historiques, nous puissions avancer. Et là aussi, il y a un dialogue singulier en Europe sans lequel les choses n'avancent pas, mais qui n'exclut pas les autres, c'est le dialogue franco-allemand. Vous savez, la stratégie normalement en France, c'est soit de faire du franco-allemand, et puis quand ça commence à rater, c'est de faire du franco-italien, ou du franco-espagnol et de jouer sur les triangles de la jalousie.

Je n'ai jamais fait ça parce que ça ne mène nulle part. C'est simple, l'Europe à cet égard : si la France et l'Allemagne ne se mettent pas d'accord, ça n'avance pas. Après, le dialogue franco-allemand ne doit exclure personne. C'est d'ailleurs pour cette raison que dès la semaine prochaine, je serai en Italie, présent d'abord à la réunion du MED7, puis dans une rencontre bilatérale ! Mais il y a d'abord le dialogue franco-allemand ! Si on ne se met pas d'accord ensemble, on n'y arrive pas.

C'est pourquoi je me réjouis de ce qu'avec la chancelière, ensemble, nous avons annoncé en décembre dernier, je suis avec beaucoup d'intérêt et d'amitié ce qui se passe aujourd'hui en Allemagne, et dans les prochaines semaines, nous aurons, avec la chancelière des rencontres importantes. Nous aurons une déclaration commune le 22 janvier prochain qui permettra de redonner une perspective à la fois à la relation bilatérale et à notre ambition, et cette volonté de, comme je l'avais annoncé au discours de la Sorbonne, recréer en quelque sorte le cadre

d'un traité de l'Elysée, et redonner de nouvelles perspectives le jour de ce 55ème anniversaire qui ne doit pas être une commémoration, mais retrouver le fil de cette ambition simple et efficace entre nous. Et je souhaite que dans les semaines et les mois qui viennent, nous puissions clairement définir des volontés et des axes communs.

Nous nous sommes fixé l'échéance du printemps pour, sur l'Union économique et monétaire, et les grands enjeux stratégiques, définir un cadre commun qui nous permettra ensuite d'avancer plus efficacement. Nous avons su aussi ces dernières semaines avoir des résultats concrets ensemble et je m'en félicite. Je pense en particulier à ce que le format Normandie a permis d'obtenir en Ukraine, avec les libérations conjointes de prisonniers en fin d'année dernière.

Quatrième changement de méthode pour notre Europe, c'est que je veux aussi que nous associons davantage nos peuples. C'est l'objectif de ces consultations citoyennes que j'avais proposées durant notre campagne pour lesquelles j'ai remis un document de méthode à l'ensemble de nos partenaires en décembre dernier, sur lequel concerte le président TUSK en ce moment même et qui nous conduira, je l'espère, dans le maximum de pays, à organiser ces consultations citoyennes.

C'est une manière, avant l'échéance européenne, d'interroger nos peuples sur le projet européen qu'ils veulent, et de mieux les associer ! Et de sortir d'un rapport binaire, en quelque sorte, à l'Europe, où c'est souvent par voie technocratique et dans l'hyper technicité d'un débat qu'on demande si c'est oui ou si c'est non ! La vitalité de nos débats démocratiques a pris un autre tour, et il est indispensable, là aussi, que la consultation se fasse. Je souhaite donc qu'elle puisse se faire dans le maximum de pays, mais elle se fera à partir du printemps en France, sous l'autorité du Premier ministre et par une organisation que le gouvernement dans les prochaines semaines explicitera.

Il y aura nombre de sujets, dans l'année qui vient, pour lesquels l'Europe continuera d'avancer. Ceux qui ont été lancés en fin d'année dernière dans le champ social, culturel ou éducatif, avec des premières déclarations inscrites dans nos conclusions donneront lieu à des réalisations concrètes. Et je m'y attacherai. L'Europe, elle n'existe pas une fois tous les trimestres par des déclarations acquiescées à 28 aujourd'hui. Elle continuera à exister et elle doit exister chaque jour par des projets concrets que nous portons et qui sont portés dans les Etats membres, de manière conjointe, par un dialogue permanent, entre nos sociétés civiles, entre les parlements nationaux, avec le Parlement européen.

Vous l'avez compris, cet attachement européen continuera à irriguer notre activité diplomatique en ce qu'il est indissociable de celle-ci et de notre travail au quotidien sur le plan national.

Quel meilleur moment, en effet, pour réaliser toute la valeur de notre Union européenne, que cette année 2018, à l'orée de laquelle nous nous rencontrons. Dans quelques mois, nous allons célébrer le centenaire de la fin de la Première Guerre mondiale. Les prochains mois seront

jalonnés par de nombreuses commémorations avec plusieurs de vos dirigeants. J'inviterai, le 11 novembre prochain à Paris, près de 80 chefs d'Etat et de gouvernement représentant tous les pays belligérants. Et je souhaite qu'à cette occasion, nous puissions avoir justement une grande rencontre. Parce que cette période, ce centenaire doit aussi éclairer notre présent, et les exigences morales qu'il nous impose.

Nous ne devons pas, à cet égard, faire bégayer l'Histoire. Et il faut nous souvenir, alors que le centenaire s'annonce, que nos peuples, ou dirais-je plutôt leurs dirigeants, furent parfois des somnambules à oublier leurs devoirs moraux ou à ne pas lire ce qui se jouait au sein de nos nations. C'était pour conjurer ce mauvais sort que la Société des Nations, en 1919, allait être créée, avant d'échouer pour renaître sous une forme nouvelle que nous devons, dans ces moments, préserver et chérir plus que tout autre.

Ce centenaire, ce sera aussi l'occasion pour plusieurs de vos pays, de fêter leur propre centenaire, puisqu'au sein même de l'Europe, les traités de paix ont été aussi des traités constitutifs de plusieurs états de notre Union européenne ou de notre Europe. Et à ce titre, nous aurons à fêter plusieurs centenaires. La France parfois est liée à ces histoires, et je souhaite donc, en la matière, que nous puissions pleinement honorer et considérer nos engagements communs.

Justement, et je veux achever mon propos là-dessus, regarder cette année qui s'ouvre à l'aune de ce sur quoi elle se finira, le centenaire du premier conflit mondial, c'est aussi considérer dans ces premiers jours de l'année l'importance qu'a notre ordre international multilatéral bâti dans un premier temps en 1919 et reconstruit pleinement en 1945. Quel est-il ? Que voulons-nous en faire ? Quelle puissance voulons-nous lui donner ? Quelle force voulons-nous lui préserver ?

Les tentations sont nombreuses aujourd'hui pour que des visions unilatérales ré-émergent. A cette vision, je veux opposer une politique internationale déterminée, ouverte, engagée, partenariale. Comme je l'ai indiqué clairement à la tribune des Nations Unies en septembre dernier, notre vision du monde est celle du multilatéralisme, c'est-à-dire celle d'un monde forgé par des valeurs, des règles, des actions collectives et ce combat pour le multilatéralisme est urgent et nécessaire.

D'abord parce que nous avons vu les nationalismes et les égoïsmes nationaux progresser en Europe et dans le monde et qu'il faut apaiser ensemble les angoisses des peuples qui sous-tendent la montée de l'individualisme et de l'isolationnisme. Ensuite parce que les défis du monde appellent une action collective, les violations des droits de l'homme, l'aggravation des inégalités, la dégradation des écosystèmes réclament une réponse mondiale coordonnée.

Nous assistons aujourd'hui à une crise de la mondialisation, c'est cela que ce que nous sommes en train de vivre, une crise du capitalisme contemporain qui n'a pas su réguler ses propres excès et qui crée des inégalités insoutenables sur le plan économique et social et des inégalités insoutenables sur le plan climatique. Une crise de nos démocraties libérales et

ouvertes qui face à ces grands bouleversements du monde n'arrivent plus dans de nombreux pays à préserver leur unité et leur force et conduisent nombre de peuples à être tentés par l'autoritarisme ou le nationalisme.

Et ce qu'on voit se fracturer sous nos yeux, je l'évoquais hier devant la presse, c'est le grand compromis de l'époque moderne et contemporaine, celui qui a fait que le modèle politique de nos démocraties, le respect des libertés individuelles est fondamental, une économie sociale de marché dirai-je en clin d'œil à nos amis allemands, certains équilibres de justice et de liberté et l'histoire de progrès pour les classes moyennes se sont constamment structurés et ont conduit en Occident puis progressivement à travers tous les continents à renforcer ce multilatéralisme et à renforcer l'Etat de droit.

Aujourd'hui, ce modèle est en train de se fracturer parce que les classes moyennes s'éloignent de celui-ci, elles ne trouvent plus leur part de réussite et de progrès, parce qu'un doute s'est instillé, parce que le capitalisme dysfonctionne, parce que les démocraties aujourd'hui ont accepté des bégaiements ou des compromis devenus intolérables. Et donc nous avons une lutte sans merci à mener sur chacun de ces sujets qui nous obligent d'abord une lutte pour notre sécurité, il n'y a pas de démocratie, de défense de l'Etat de droit et du multilatéralisme si nous sommes faibles. Et je ne reviens pas sur ce que j'ai dit dans la première partie de mon propos, la défense de notre sécurité collective par le biais militaire et diplomatique, c'est notre crédibilité, c'est ce qui évite de laisser la crédibilité aux plus forts mais c'est ce qui fait aussi que l'ordre multilatéral n'est jamais l'ordre du plus fort, c'est de redonner de la force à un droit international et au multilatéralisme.

Et là-dessus la France a pleinement conscience et avec elle je crois l'Europe qu'elle doit reprendre toute sa part dans sa sécurité pour les politiques de voisinage au Proche, Moyen-Orient, en Afrique et doit repenser les termes de son partenariat méditerranéen et africain. Et je souhaite sur ce plan que sur ces sujets de sécurité, de culture, d'économie nous renforcions vraiment notre stratégie méditerranéenne et africaine et je sais que vous êtes plusieurs ici engagés dans ce combat et je vous en remercie et nous continuerons durant l'année 2018 à le faire.

Second combat pour réussir à développer, consolider ce multilatéralisme c'est la justice et je veux ici rendre hommage à la justice internationale au moment où le tribunal pénal pour l'ex-Yougoslavie vient de terminer sa mission. La justice c'est aussi ce qui doit nous pousser justement à obtenir des résultats concrets, à maintenir cet ordre collectif. Ce qui a été obtenu ces derniers mois n'est en rien innocent, c'est le fruit d'un travail collectif et d'un travail acharné de celles et ceux qui ont eu à porter justement cette œuvre.

La justice c'est aussi ce qui doit nous pousser constamment à ne céder à aucune facilité ou loi du plus fort, et donc à avoir partout cette vision plurielle qui irrigue notre diplomatie. Je suis attaché à la souveraineté et la stabilité des Etats, c'est ce que nous n'avons pas trouvé jusqu'à présent, des formes plus sûres d'assurer la paix et la stabilité ou des voies alternatives

d'expression de la souveraineté des peuples. Mais je suis aussi attaché à chaque fois à ce que la justice soit préservée et donc que le pluralisme soit respecté.

Donc ce qui demandait à chacun des Etats avec lesquels nous entretenons ce dialogue exigent c'est que les minorités religieuses, ethniques, politiques soient pleinement respectées. C'est comme ça que nous devons garantir notre multilatéralisme, celui que nous avons pleinement refondé en 1945. C'est ce qui a été le guide de notre action pour le Liban et c'est ce qui guidera notre action pour la Syrie comme pour l'Irak, comme pour tous les autres pays, stabilité et intégrité des Etats mais inclusivité et capacité à créer un dialogue qui respecte toutes les minorités, toutes les sensibilités, toutes les voix.

L'esprit de justice, c'est aussi celui qui tient à l'égalité des chances et en particulier des chances égales de développement à toutes les femmes et tous les hommes pour l'accès à l'éducation que j'évoquais tout à l'heure, à la santé, à la nourriture, à l'énergie. Et préserver notre multilatéralisme c'est aussi préserver ce cadre et avoir cette vigilance de chaque instant en la matière. C'est aussi pourquoi nous continuerons à être engagés auprès de l'Organisation des Nations Unies dans ce travail mais aussi au quotidien et dans chaque pays qui conduisent ce combat avec les sociétés, les entreprises, les associations, les organisations non gouvernementales par un travail constant, vigilant et une aide accrue justement à leur engagement en la matière.

C'est aussi pour cela que j'ai réaffirmé la volonté que la France porte son aide publique au développement à 0,55 % de son revenu national brut en 2022, en veillant à ce que cette aide parvienne aux populations qui en ont besoin. Ce que nous allons construire dans les deux mois à venir c'est à la fois la trajectoire financière qui va crédibiliser et détailler cet engagement mais c'est également la méthode que je veux que nous repensions qui permettra plus d'efficacité pour cet engagement.

Le bien commun du multilatéralisme qu'il nous faut aussi préserver c'est la diversité de nos langues et de nos cultures dont l'UNESCO est l'un des lieux de présentation les plus importants au sein du système international. Je salue pour cela l'élection de sa nouvelle directrice générale, Audrey AZOULAY, et votre soutien pour promouvoir l'UNESCO dans les prochains mois. L'UNESCO a été profondément bousculée ces dernières années par des jeux d'influence, de pouvoir, des décisions prises. N'oublions jamais que l'UNESCO a ce rôle qu'évoquait BLUM de conscience des Nations Unies. Penser que nous pouvons aujourd'hui nous passer de l'UNESCO parce que ce serait en quelque sorte un luxe c'est commettre une erreur historique fondamentale, parce que c'est notre conscience éclairée, parce que c'est le lieu où nous pouvons les uns et les autres dans ce cadre multilatéral laisser la diversité culturelle s'exprimer, et avec elle aussi différentes voix morales et organiser ce pluralisme des consciences.

Et en un temps si barbare pour reprendre encore cette formule de PEGUY, écrire sur du papier, exprimer ces consciences diverses n'est pas un luxe. Je vous le dis avec beaucoup de franchise et de force et puissiez-vous être les relais utiles dans chacun de vos pays pour redire

l'importance de l'UNESCO et l'importance de l'engagement de tous les grands pays auprès de cette organisation. J'y veillerai et pour ma part j'y serai pleinement engagé au quotidien soutenant votre travail, Madame la Directrice générale, et aussi parce que je souhaite que dans les prochains mois nous puissions prendre plusieurs initiatives. Et je me réjouis à cet égard que sur l'initiative du ministre d'Etat HULOT nous puissions engager au début d'année 2019 une conférence sur les peuples premiers, qui associera pleinement l'UNESCO et qui sera un travail important pour là aussi éveiller cette conscience essentielle dans nombre de nos pays.

Avec d'autres communautés linguistiques la francophonie est un soutien important de cette diversité, Madame la Secrétaire générale, et je souhaite ici que l'Organisation internationale pour la francophonie prenne toute sa part dans ce travail et que nous continuions à être pleinement engagés. J'ai eu l'occasion, vous l'avez rappelé en évoquant le discours prononcé à Ouagadougou, de dire combien la francophonie devait justement contribuer à ce rayonnement et à ce pluralisme.

Après avoir nommé une nouvelle représentante personnelle, Leïla SLIMANI, j'attacherai beaucoup d'importance à la préparation du sommet de l'Organisation internationale de la francophone prévu à Erevan en novembre 2018 et j'aurai l'occasion d'ailleurs dans les prochains jours de m'entretenir avec le président arménien de ce sujet. Nous lancerons dès la fin janvier une large consultation internationale *via* une plateforme numérique, et je présenterai en lien avec de nombreuses personnalités de la francophonie une nouvelle stratégie de la promotion de la langue française et du plurilinguisme au printemps.

Nous devons repenser profondément notre propre approche de la francophonie. Je l'ai dit, aujourd'hui l'épicentre de la francophonie ce n'est pas Paris, c'est quelque part entre le bassin du Congo et Ouagadougou vraisemblablement, et ce le sera de plus en plus et donc nous devons accepter et encourager les peuples, des intellectuels, des scientifiques, des femmes et des hommes libres, des consciences, des journalistes, des dirigeants politiques à embrasser pleinement cette francophonie, son inventivité, à la porter avec nous, parfois pour nous.

C'est pourquoi je souhaite que nous ayons une stratégie plus résolue en la matière, décomplexée et qui s'inscrive pleinement dans le plurilinguisme parce que la francophonie n'est justement pas une langue qui se construit dans la capacité à absorber les autres langues, elle ne s'est construit en permanence que dans et par la traduction, traduction et dialogue de cultures et capacité à passer de la langue officielle à la langue vernaculaire, de la langue parlée à la langue écrite dans ce dialogue subtil dont l'Afrique d'ailleurs a le secret mais qui irrigue aussi le Pacifique ou les Caraïbes.

Cette stratégie se déclinera ensuite dans le monde entier à travers nos lycées français, nos instituts culturels et nos alliances françaises dans lesquels je réaffirme notre engagement plein et entier, sur lequel je souhaite que nous puissions aussi réformer en profondeur notre mode de financement et nos capacités à nous engager. Mais je veux ici redire toute l'ambition que je porte à l'égard de ces différents réseaux.

Le dernier bien commun que je veux ici citer devant vous et qui est l'un des socles de ce multilatéralisme que nous aurons à défendre, à repenser, à conforter c'est bien sûr la planète. Je remercie tous les pays et tous les acteurs qui se sont mobilisés autour de l'action climatique et ont assuré le succès du « One Planet Summit » le 12 décembre dernier. Nous assurerons chaque année le suivi des engagements ainsi pris pour assurer leur bonne mise en œuvre et nous devons sur ce sujet avoir plusieurs axes et plusieurs méthodes complémentaires. Ce sommet du 12 décembre c'était un sommet du concret, des engagements pris, ils seront suivis, surveillés par les organisations non gouvernementales, par les sociétés civiles et je souhaite que chacune et chacun soit au rendez-vous de ces engagements. Mais c'était une manière de mobiliser autour de projets concrets des acteurs de la société civile, des philanthropes, des financiers, des investisseurs.

Il y a à côté de ça le travail que nous devons continuer dans le cadre des COP et la France se tiendra après l'Accord de Paris pleinement aux côtés de la Pologne cette année pour l'organisation de la COP 24, c'est une étape essentielle et nous devons la réussir, elle doit marquer une avancée nouvelle après le travail important qui a été fait par Fidji cette année. Nous poursuivrons aussi avec détermination la mise au point d'un pacte mondial pour l'environnement en vue de son adoption en 2020. L'action pour le climat doit continuer donc à marquer notre engagement, notre défense pour le multilatéralisme.

Vous l'avez compris, Mesdames, Messieurs les Ambassadeurs, ce sujet n'est rien innocent et il implique un travail de chaque jour parce que les attentes sont grandes pour rêver à autre chose, parce que le modèle créé en 1945 est aujourd'hui en crise pour des raisons diverses, les unes profondes et structurelles, les autres sans doute plus conjoncturelles. La France jouera donc tout ce rôle pour retrouver une force à cet engagement parce qu'il a une utilité pleinement contemporaine.

Voilà, Mesdames, Messieurs les Ambassadeurs, les objectifs autour desquels la France propose d'organiser avec vous la communauté internationale et plus modestement sa politique étrangère. Nous aurons l'occasion d'y travailler cette année lors des nombreuses réunions internationales y compris lors des sommets du G7 et du G20 sous les présidences du Canada et de l'Argentine auxquels je souhaite plein succès. Mais aussi lors des nombreux échanges comme je me réjouis d'avoir avec vos dirigeant lors des déplacements que je prévois de faire en 2018 en Asie, en Amérique, en Afrique, en Europe, en Océanie à commencer par la Chine où je me rendrai dans quelques jours.

Le premier Forum de Paris auquel nous vous inviterons le 11 novembre prochain sera aussi l'occasion de réfléchir à l'organisation du monde en marge des commémorations de la fin de la Grande Guerre pour bien souligner quelle est notre responsabilité collective à nous qui devrions savoir mieux que tous nos prédécesseurs ce qui a conduit l'humanité au malheur dans le passé et ce qui pourrait causer sa perte à l'avenir. Ne soyons jamais des somnambules dans le monde qui est devant nous, soyons constamment des vigilants, des exigeants et c'est donc par ce vœu d'une action collective, durable et déterminée que je souhaite terminer mon intervention non sans vous adresser aussi, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, mes

vœux de réussite, de prospérité pour vous-mêmes et vos familles et pour les nations et organisations que vous représentez et servez chaque jour.

Je vous remercie.